



Tendances en matière de qualité de vie au sein de l'UE: 2003–2009

> résumé <

«La pauvreté est un enjeu majeur dans l'Union européenne et [...] la crise économique et financière actuelle aggrave encore la situation. Les effets de la crise se font sentir et une proportion significative d'Européens a aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts [...]. En se fixant comme objectif de faire sortir au moins vingt millions d'Européens de la pauvreté d'ici 2020, Europe 2020, la nouvelle stratégie de l'Union pour la prochaine décennie, démontre clairement la volonté réelle de tous les pays d'obtenir des résultats visibles en faveur d'une Europe plus juste et plus solidaire».

László Andor, Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion, juin 2010 (cité sur le site de la salle de presse de la Commission européenne)



Qualité de vie et politique européenne

L'évaluation des changements intervenus dans la qualité de vie des Européens et le développement de politiques pour améliorer leur bien-être occupent une place de plus en plus importante dans le débat européen. Il est de plus en plus couramment admis que, bien que des indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB) soient importants pour l'évaluation du bien-être d'un pays, ils ne sont pas suffisants. On avance de plus en plus souvent que la politique publique doit être évaluée en fonction de la façon dont elle promeut directement le bien-être des citoyens, en tenant compte des conditions sociales, environnementales et économiques. Ce point de vue se reflète dans des initiatives récentes de l'OCDE et de la Commission européenne, entre autres.

Dans le même temps, la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, créée à l'initiative du gouvernement du président français Nicolas Sarkozy, a cherché à identifier les limites du PIB en tant qu'indicateur de la performance économique et du progrès social et à évaluer la faisabilité d'outils de mesure alternatifs. Eurofound apporte une contribution à cet égard avec des données issues de ses enquêtes européennes sur la qualité de vie (EQLS, European quality of life survey). Ces enquêtes permettent de cartographier les tendances et les développements de 2003 à 2007 et, avec un nombre de questions plus limité dans une enquête Eurobaromètre, les changements intervenus jusqu'en septembre 2009.

Lorsque Eurofound a réalisé la deuxième EQLS en 2007, les taux d'emploi en Europe, notamment ceux des femmes et des travailleurs âgés, atteignaient leur

plus haut niveau, les taux de chômage tombant à leur plus bas niveau en mars 2008. Et pourtant, l'évaluation de la stratégie de Lisbonne révèle que les citoyens les plus exclus du marché du travail n'avaient pas encore suffisamment bénéficié de l'augmentation du nombre d'emplois. En outre, la situation allait bientôt se détériorer: la crise financière qui a commencé au deuxième semestre 2008 a provoqué la pire récession en Europe depuis la deuxième guerre mondiale. Elle a non seulement affecté le profil économique des pays et des entreprises mais également le travail et la vie quotidienne des citoyens européens. Bien que les conditions économiques semblent maintenant s'améliorer, l'emploi a continué à se détériorer, notamment dans les États baltes, en Irlande et en Espagne. À la fin de l'année 2009, le nombre de chômeurs en Europe avait atteint 23 millions, les jeunes (notamment les jeunes hommes) représentant presque un quart du total de l'augmentation du nombre de chômeurs depuis 2008. Dans l'ensemble, le chômage des jeunes avait atteint 21% en décembre 2009 et le taux avait dépassé les 40% en Lettonie et en Espagne.

EQLS – des instantanés successifs de la vie européenne

Outre des informations sur des conditions de vie et de travail objectives, les décideurs ont également besoin de connaître l'évaluation des citoyens eux-mêmes en ce qui concerne leur qualité de vie et la qualité de la société dans laquelle ils vivent: une approche exclusivement axée sur les indicateurs économiques traditionnels peut masquer ou éclipser les différences entre les expériences des différents groupes sociaux. Eurofound a lancé la première EQLS

en 2003 afin d'obtenir des points de vue, attitudes et expériences d'adultes en Europe, dans le but d'évaluer leur qualité de vie. Cette première enquête comprenait des entretiens avec plus de 25 000 adultes de plus de 18 ans dans les 15 États membres les plus anciens, dans les 10 nouveaux États membres qui ont rejoint l'UE en 2004 et en Bulgarie, en Roumanie (et en Turquie). En 2007, bon nombre de ces questions ont été soumises à plus de 35 000 répondants dans l'Europe élargie des 27, en Croatie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en Norvège et en Turquie. Les résultats de ces enquêtes sont représentatifs des pays et comparables entre les enquêtes. Environ 20 de ces questions ont été intégrées à l'Eurobaromètre spécial de septembre 2009. Bien que ces questions soient directement comparables, l'échantillon de population pour l'Eurobaromètre comprend uniquement des ressortissants des 27 États membres de l'UE. En revanche, les EQLS interrogeaient des résidents des États membres, dont 96% étaient des citoyens de ces États. Il est vrai que la taille des échantillons, qui était de 1 000 personnes par pays, est limitée pour parvenir à des estimations précises et que les analyses des changements dans le temps dans chaque pays doivent être abordées avec précaution. Toutefois, des conclusions cohérentes peuvent être tirées, qui sont en général conformes aux attentes et mettent en lumière l'expérience des citoyens sur la période 2003–2009.

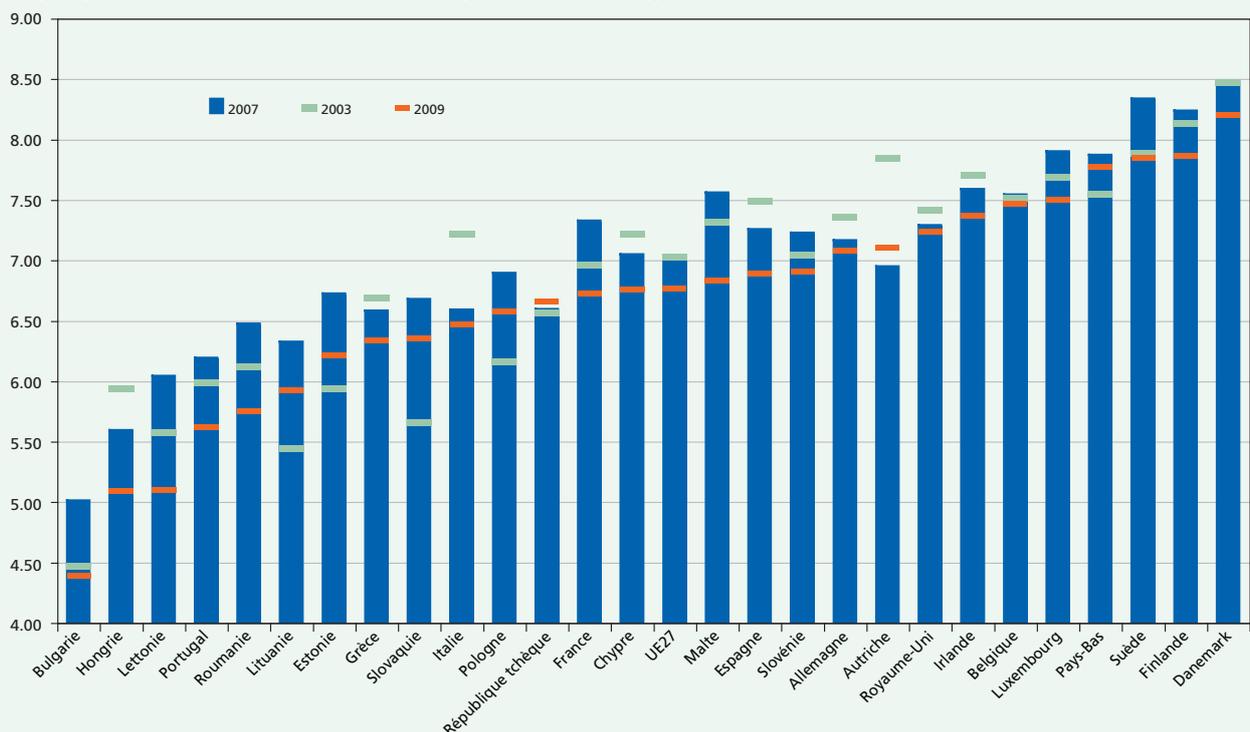
plus importants. En général, pour l'ensemble des 27 États membres, la qualité de vie est restée relativement stable entre 2003 et 2007, bien qu'il existe une série de petits changements positifs. Dans les pays qui ont rejoint l'UE en 2004, la qualité de vie s'est améliorée de façon plus notable que dans les États membres plus anciens. C'était notamment vrai en ce qui concerne la satisfaction des citoyens pour les aspects de vie privée, tels que le logement et le niveau de vie, ainsi que pour leur niveau de satisfaction en ce qui concerne les services publics tels que l'éducation, la santé et les transports publics et pour leur évaluation de la qualité de vie en général. Les évaluations de la qualité de vie en Bulgarie et en Roumanie, qui ont adhéré à l'UE en 2007, ont montré des progrès beaucoup plus limités. En général, les citoyens dans les groupes ayant des revenus plus élevés appréciaient davantage la vie que les citoyens des groupes moins aisés; cette différence était davantage marquée que celle entre les hommes et les femmes ou entre les personnes âgées et les jeunes (et elle était particulièrement marquée dans les nouveaux États membres).

Les tendances en matière de qualité de vie entre 2007 et 2009 devraient refléter, dans une certaine mesure, l'impact de la crise économique et du chômage en Europe. Toutefois, il est important de documenter et d'interpréter la portée des modifications en matière de satisfaction en ce qui concerne différents aspects de la vie et d'identifier les groupes sur lesquels la crise financière a eu le plus d'impact. Les données issues des enquêtes peuvent mettre ces éléments en lumière, si l'on considère que les questions permettent de mesurer de telles modifications. Il convient également de noter que les données peuvent uniquement refléter le point de vue et les expériences de groupes sociaux relativement importants, dans la mesure où les échantillons sont

Qualité de vie, 2003–2009

Les changements intervenus entre 2003 et 2007 reflètent, au moins en partie, l'impact de l'élargissement sur la qualité de vie. Cela concerne notamment les nouveaux États membres pour les groupes sociaux qui signalent les changements les

Graphique 1: Satisfaction en matière de qualité de vie en général, UE27, 2003–2009



Note: les personnes ont noté leur niveau de satisfaction sur une échelle de 1 à 10.

trop petits pour documenter l'évolution de la situation de certains groupes à risque, tels que les parents isolés ou les migrants, alors que d'autres groupes socialement exclus, comme les sans-abris, ne sont pas représentés dans les enquêtes.

Diminution de la satisfaction concernant la qualité de vie et le niveau de vie

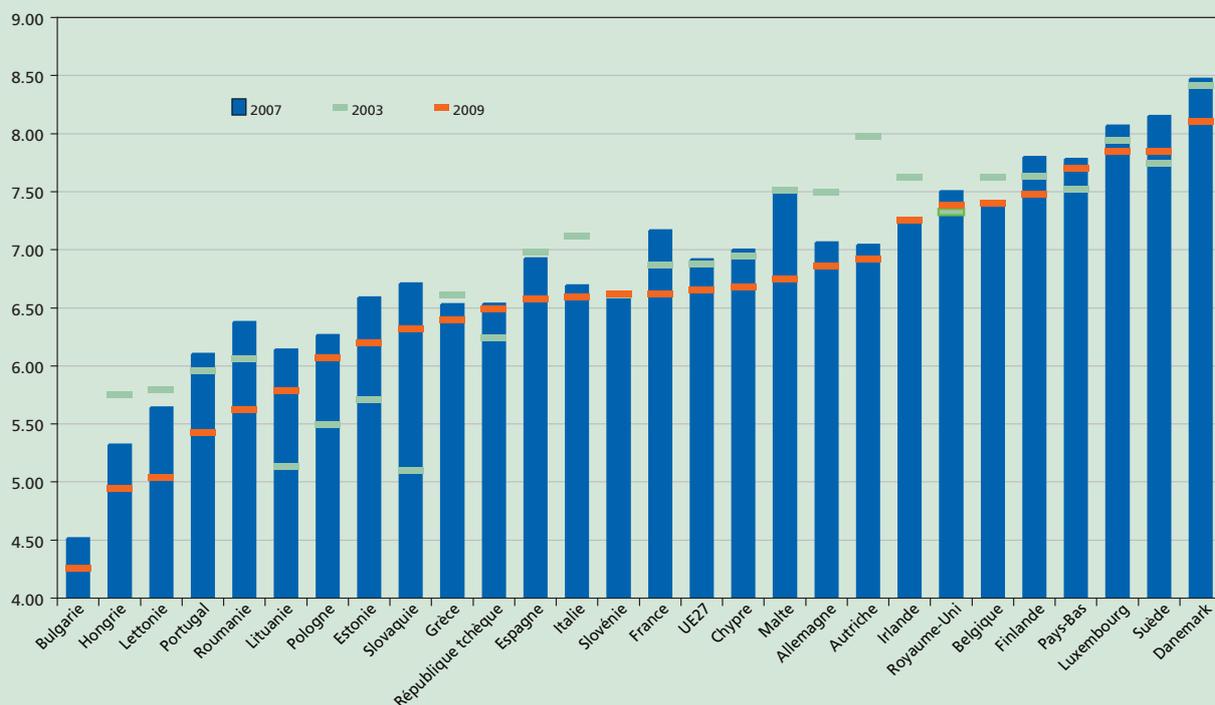
En général, les changements les plus spectaculaires entre 2007 et 2009 ont été observés au niveau de la satisfaction en matière de qualité de vie et de niveau de vie. Comme le montre le graphique 1, entre le dernier trimestre 2007 et septembre 2009, le niveau moyen de satisfaction en matière de qualité de vie dans l'UE est passé de 7,0 à 6,8, soit une baisse de 4%. Cette baisse était plus marquée dans les nouveaux États membres, où la satisfaction en matière de qualité de vie avait augmenté auparavant: dans ces pays, la moyenne est passée de 6,5 à 6,1, cette baisse de 6% étant deux fois plus importante que la baisse de la satisfaction en matière de qualité de vie dans l'Europe des 15. Les chutes les plus importantes ont été constatées en Bulgarie (où la moyenne de la satisfaction en matière de qualité de vie est passée de 5,0 en 2007 à 4,4 en 2009), en Roumanie, à Malte, en Estonie et en Lettonie, mais également en France où la moyenne de la satisfaction est passée de 7,3 à 6,7. Par conséquent, dans les États baltes par exemple, le modèle de la baisse de la satisfaction en matière de qualité de vie reflète la baisse du PIB. Toutefois, il ne correspond pas à la baisse relativement limitée du PIB dans des pays tels que Malte et la France.

Aucune différence n'a été constatée entre les hommes et les femmes au niveau de la satisfaction en matière de qualité de vie entre 2007 et 2009. Toutefois, une différence notable a été constatée entre les personnes âgées et les jeunes: chez les

jeunes de 18 à 34 ans, le taux de satisfaction en matière de qualité de vie n'avait baissé que de 1%, alors qu'il avait chuté de 5% chez les personnes âgées. Et les personnes âgées de 65 ans et plus dans les 12 nouveaux États membres ont connu une baisse plus importante de la satisfaction en matière de qualité de vie que leurs homologues de l'Europe des 15 (10% contre 3%). Ces chiffres sont cohérents avec les résultats des enquêtes précédentes: dans l'ensemble, les conclusions des enquêtes montrent que les personnes plus âgées des 12 nouveaux États membres ont moins bénéficié des avantages de l'élargissement et se sentent exposées aux risques liés à la crise économique. Le taux de satisfaction en matière de qualité de vie chez les personnes âgées de 65 ans et plus était, en 2009, en moyenne de 7,0 dans les 15 pays les plus anciens de l'UE et de seulement 5,5 dans les 12 nouveaux États membres, ce qui peut être dû, en partie, à un moins bon état de santé chez les personnes âgées dans les 12 nouveaux États membres.

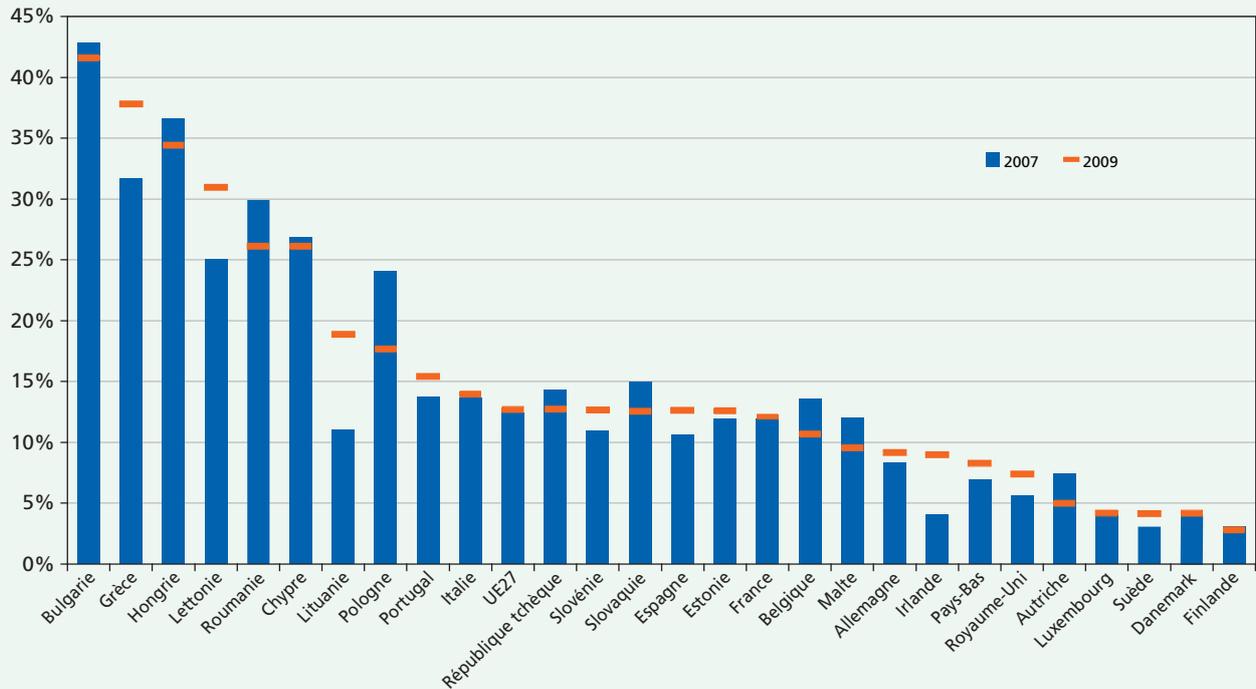
Le revenu des ménages et les conditions matérielles sont étroitement liés au taux de satisfaction en matière de qualité de vie. Les enquêtes de 2007 et de 2009 comprenaient toutes deux une question qui demandait aux répondants s'il leur était facile ou difficile de boucler leur budget. En 2007, le taux de satisfaction moyenne en matière de qualité de vie pour les personnes qui parvenaient à boucler leur budget facilement était de 7,8. En 2009, il était de 7,7. Les taux correspondants pour les personnes qui éprouvaient des difficultés à joindre les deux bouts étaient de 5,3 et 4,9. Par conséquent, la baisse de satisfaction en matière de qualité de vie chez les personnes éprouvant des difficultés à joindre les deux bouts était, en moyenne, de 8% entre 2007 et 2009. Toutefois, cette baisse était plus importante dans les 12 nouveaux États membres (15% contre 6% dans l'Europe des 15, peut-être en raison des difficultés

Graphique 2: Satisfaction en matière de niveau de vie, UE27, 2003-2009



Note: les personnes ont noté leur niveau de satisfaction sur une échelle de 1 à 10.

Graphique 3: Proportion des personnes éprouvant des difficultés à joindre les deux bouts



plus importantes au sein des 12 nouveaux États membres). Le taux moyen de la satisfaction en matière de qualité de vie chez les personnes sans emploi au moment des enquêtes est resté inchangé dans les 15 États membres les plus anciens de l'UE mais a chuté de 11% chez les répondants des 12 nouveaux États membres (de 5,7 à 5,0).

Un modèle similaire de baisse peut être observé si l'on compare la satisfaction des citoyens en matière de niveau de vie. En moyenne, dans les 12 nouveaux États membres, la satisfaction des citoyens en ce qui concerne leur niveau de vie a augmenté de 9% entre 2003 et 2007. Toutefois, elle a chuté de 6% entre 2007 et 2009. Dans l'Europe des 15, la baisse de la satisfaction en matière de niveau de vie entre 2007 et 2009 était moindre (4%). En outre, la note moyenne de satisfaction en matière de niveau de vie était de 6,9 dans les 15 États membres les plus anciens de l'UE, contre 5,8 dans les 12 nouveaux États membres. Les chutes les plus marquées de ce taux ont été observées en Roumanie et à Malte, suivis de la Lettonie et du Portugal, de la France et de l'Estonie, ce qui indique que le déclin du niveau de vie perçu par les citoyens n'était en aucun cas l'apanage des 12 nouveaux États membres ou des pays les plus touchés par la crise.

En termes de groupes sociaux, les personnes âgées dans les 12 nouveaux États membres semblent avoir été les plus touchées par la crise économique. Chez les personnes âgées de 65 ans et plus, le taux de satisfaction en matière de niveau de vie a régressé de 5% dans l'Europe des 15 mais de 12% dans les 12 nouveaux États membres. Et les personnes âgées dans les 12 nouveaux États membres font part d'une satisfaction en matière de niveau de vie inférieure à celle de leurs homologues des 15 États membres les plus anciens de l'UE: dans l'enquête de 2009, chez les personnes âgées de 65 ans et plus, le taux moyen de satisfaction en matière de niveau de vie était de 6,9

dans l'Europe des 15 contre 5,2 dans les 12 nouveaux États membres.

Il n'est pas étonnant de constater que les personnes qui affirment éprouver des difficultés à joindre les deux bouts sont moins satisfaites de leur niveau de vie que celles qui affirment boucler leur budget facilement. En 2009, les personnes éprouvant des difficultés à joindre les deux bouts faisaient part d'un taux de satisfaction en matière de niveau de vie de 4,5, contre 7,8 pour celles parvenant à boucler leur budget facilement. En moyenne, dans les 15 États membres les plus anciens de l'UE, les personnes éprouvant des difficultés à joindre les deux bouts n'étaient pas moins satisfaites en 2009 qu'elles ne l'étaient en 2007. Par contre, le niveau de satisfaction a chuté de 12% chez leurs homologues des 12 nouveaux États membres, ce qui suggère à tout le moins un sentiment de plus grande difficulté.

Tableau 1: Éléments de la pression économique, Europe des 15 et les 12 nouveaux États membres

	UE15		12 NEM	
	2007	2009	2007	2009
«Difficulté à joindre les deux bouts»	10%	11%	26%	22%
«Ne peuvent pas se permettre d'acheter de la viande»	4%	6%	20%	21%
«Ne peuvent pas se permettre de partir en vacances»	24%	28%	55%	55%

Comme le montre le tableau 1, les personnes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts sont presque deux fois plus nombreuses dans les 12 nouveaux États membres que dans les 15 États membres les plus anciens. En 2009, la proportion la plus importante de citoyens éprouvant des difficultés se trouvait en Bulgarie, en Grèce, en Hongrie et en Lettonie (plus de 30% dans chacun de ces pays et plus de 40% en Bulgarie). Le modèle avait légèrement évolué par rapport à 2007. Les augmentations les plus marquées (plus de 5%) concernaient la Grèce, l'Irlande, la Lettonie et la Lituanie (graphique 3).

Deux indicateurs particuliers de l'indice de privation ont été utilisés pour identifier les changements intervenus dans les difficultés profondes: être dans l'incapacité de s'offrir un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson une fois tous les deux jours et être dans l'incapacité de prendre une semaine de vacances annuelles en dehors de la maison. Le tableau 1 montre que la proportion de personnes incapables de s'offrir ces biens est beaucoup plus élevée dans les nouveaux États membres mais la différence entre 2007 et 2009 est relativement limitée. Les plus fortes augmentations de la privation ont été observées en Hongrie, où la proportion de citoyens déclarant ne pas pouvoir s'offrir de la viande est passée de 32% à 42% entre 2007 et 2009. Dans le même temps, la proportion de personnes incapables de s'offrir des vacances est passée de 61% en 2007 à 73% en 2009. Le seul autre pays dans lequel les citoyens ont fait état de niveaux de privation comparables en 2009 était la Bulgarie.

Vie de famille, satisfaction au travail et santé – peu de changement

Bien qu'entre 2007 et 2009, des baisses notables aient été observées en ce qui concerne la satisfaction des citoyens en matière de qualité de vie et de niveau de vie, peu de modifications ont été observées en termes de satisfaction en ce qui concerne les autres aspects de la vie. Entre 2003 et 2007, dans les 27 États membres de l'UE, de petites baisses ont été observées dans les taux de satisfaction moyens en ce qui concerne la vie de famille (-1%) et une baisse similaire a été observée concernant la satisfaction en matière de santé; dans le même temps, la satisfaction professionnelle avait régressé de 2%. Entre 2007 et 2009, la satisfaction en ce qui concerne la vie de famille et la santé a connu une baisse légèrement plus importante mais la satisfaction professionnelle est restée remarquablement stable, comme le montre le tableau 2.

Tableau 2: Satisfaction en ce qui concerne les différents aspects de la vie, Europe des 15 et 12 nouveaux États membres

	UE15		12 NEM	
	2007	2009	2007	2009
Vie de famille	7.95	7.81	7.70	7.52
Travail	7.22	7.21	6.84	6.95
Santé	7.44	7.26	6.98	6.7

Note: les personnes ont noté leur niveau de satisfaction sur une échelle de 1 à 10.

La satisfaction concernant le vie de famille est relativement élevée dans tous les pays et il est difficile dans le temps de dégager une tendance commune aux trois aspects de la vie étudiés. Toutefois, il existe deux groupes de pays dans lesquels la satisfaction concernant la vie de famille a diminué entre 2003 et 2007, puis une nouvelle fois entre 2007 et 2009, l'Allemagne et l'Autriche, et la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.

Le point de vue des personnes âgées semble avoir changé davantage que celui du citoyen moyen entre 2007 et 2009, avec une baisse de 3% de leur niveau de satisfaction en ce qui concerne la vie de famille, comparée à une baisse de 2% pour les personnes entre 35 et 64 ans et à la stabilité chez les 18-34 ans. Il n'existe pas de différence entre le niveau de satisfaction des hommes et celui des femmes.

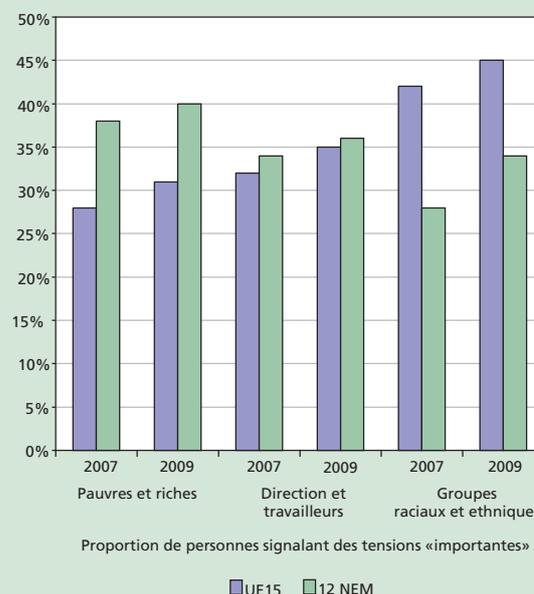
Entre 2007 et 2009, les niveaux de satisfaction en matière de santé ont diminué de 4% chez les répondants des 12 nouveaux États membres et de 2% chez les citoyens de l'Europe des 15, les baisses les plus marquées étant observées en Bulgarie, en Roumanie et au Portugal. Toutefois, les citoyens de Lettonie étaient davantage satisfaits de leur santé en 2009 qu'ils ne l'étaient en 2007. Il est donc difficile de savoir comment interpréter ces changements.

Les changements apparents intervenus dans les niveaux de satisfaction professionnelle laissent tout aussi perplexes. Dans l'ensemble, la satisfaction professionnelle moyenne n'a pas évolué entre 2007 et 2009 et, dans les 12 nouveaux États membres, elle a augmenté de 2% en moyenne. Cela peut sembler paradoxal dans un contexte de récession économique, d'insécurité croissante de l'emploi et de conditions de travail qui se détériorent (au moins pour une partie des travailleurs). Le fait que la satisfaction professionnelle ait augmenté davantage au Royaume-Uni, en Irlande et dans les États baltes, des pays qui ont connu d'importantes pertes d'emplois, semble également aller à contre-courant. Il est possible qu'il existe un sentiment de soulagement chez les personnes ayant un emploi. Il est toutefois possible que l'impact de la récession sur la satisfaction professionnelle s'estompe sur le long terme.

Augmentation des tensions sociétales

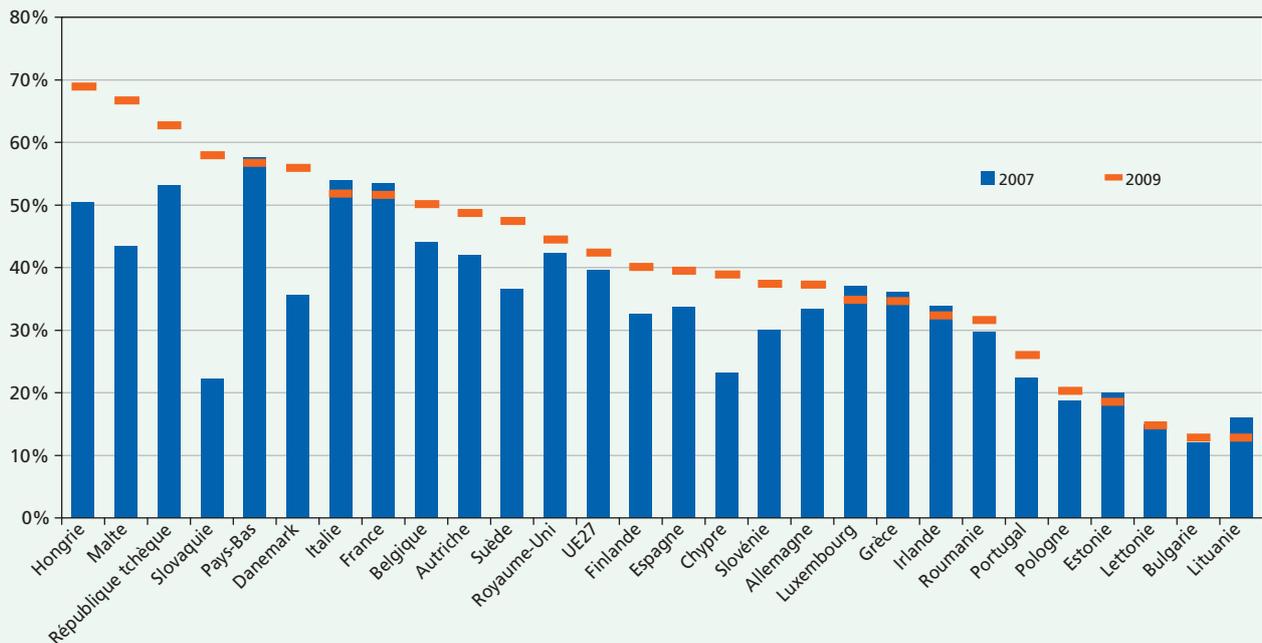
La qualité de la société dans laquelle les citoyens vivent est un aspect fondamental de leur qualité de

Graphique 4: Tensions entre les groupes sociaux, 2007 et 2009, UE15 et 12NEM



Note: Les chiffres représentent les personnes signalant des tensions «importantes» pour chaque groupe dans leur pays.

Graphique 5: Tensions perçues entre les groupes raciaux et ethniques, UE27, 2007 et 2009



vi en général. L'avis des citoyens sur la qualité de leur environnement local, sur les services publics et sur les institutions démocratiques est important pour eux-mêmes et influence également leur évaluation globale de leur qualité de vie. Pour étudier les relations sociales, les EQLS ont demandé aux répondants d'évaluer le niveau de tension dans leur pays entre différents groupes sociaux. Bien que de nombreuses discussions aient tourné autour des conflits entre les sexes et intergénérationnels, peu de personnes au sein de l'UE ont déclaré qu'il s'agissait de sources majeures de tension dans leur pays. Quelque 20% seulement des citoyens perçoivent des tensions importantes entre les hommes et les femmes ou entre les jeunes et les personnes âgées dans leur pays. Par ailleurs, environ un tiers signale de fortes tensions entre les riches et les pauvres, entre la direction des entreprises et les travailleurs et entre les différents groupes ethniques.

Entre 2003 et 2007, les niveaux de tensions sociétales perçues ont diminué, la proportion de citoyens signalant des tensions «importantes» (en moyenne pour les trois séries de groupes) ayant diminué de quatre à six points de pourcentage. Toutefois, entre 2007 et 2009, le nombre de citoyens signalant des «tensions importantes» a augmenté de deux et trois points de pourcentage en moyenne. Et dans les 12 nouveaux États membres, les tensions perçues entre les différents groupes raciaux et ethniques ont augmenté d'environ six points de pourcentage. Dans les États membres individuels, les tensions perçues ont davantage augmenté en Slovaquie (de 36 points de pourcentage) et à Malte (de 24 points de pourcentage). Elles ont également augmenté de 19 points de pourcentage en Hongrie. Les augmentations en Slovaquie et en Hongrie peuvent refléter une prise de conscience des tensions entre la majorité et la population rom. En outre, la proportion de citoyens signalant des «tensions importantes» a augmenté de 20 points de pourcentage au Danemark et de plus de 10 points de

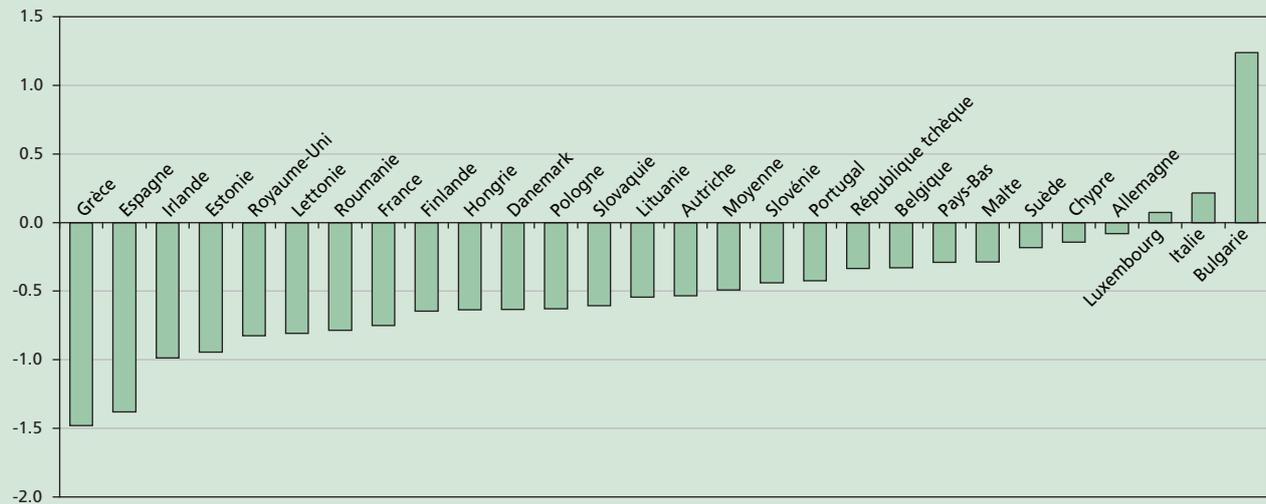
pourcentage en Suède. Dans des pays tels que le Royaume-Uni et l'Irlande, qui ont connu une immigration importante au cours des dernières années, peu de changements ont été observés au niveau des tensions signalées.

Dans l'ensemble, il n'existe que de légères différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le signalement de tensions entre les groupes raciaux et ethniques et aucune différence dans la façon dont leur point de vue a évolué entre 2007 et 2009. En termes de différence d'âge, en 2009, 40% des personnes âgées de 65 ans et plus ont perçu des «tensions importantes» entre les groupes raciaux et ethniques, contre 43% des adultes plus jeunes. Toutefois, la proportion de ces réponses chez les 65 ans et plus a augmenté de six points de pourcentage entre 2007 et 2009, contre deux points de pourcentage chez les personnes plus jeunes.

Une augmentation des tensions perçues entre les pauvres et les riches a également été observée entre 2007 et 2009. Celle-ci était plus marquée à Malte et en Slovanie, où la proportion de citoyens signalant des tensions «importantes» a augmenté de 13 points de pourcentage. En outre, dans certains pays du Nord de l'Europe (Estonie, Royaume-Uni, Finlande, Suède, Irlande et Lettonie), la proportion de citoyens signalant des «tensions importantes» a augmenté de six à 11 points de pourcentage entre 2007 et 2009. (Et en Slovaquie, elle a augmenté de 10 points de pourcentage). Assez logiquement, le degré de prospérité dont jouissent les citoyens semble avoir fait la différence à cet égard: les personnes pour lesquelles il est facile de joindre les deux bouts percevaient moins de tensions entre les riches et les pauvres que les personnes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts, 26% contre 45% signalant des «tensions importantes».

En moyenne, au sein de l'UE, la perception des tensions entre la direction des entreprises et les travailleurs était légèrement plus importante en 2009

Graphique 6: Evolution de la confiance envers les parlements nationaux, 2007–2009, UE27



et diffèrait légèrement entre le groupe des 12 nouveaux États membres et celui des 15 États membres les plus anciens de l'UE. Il existe toutefois de grandes différences entre les pays pris individuellement: 4% de citoyens au Danemark et 12% en Suède signalent des tensions importantes entre la direction des entreprises et les travailleurs, alors que c'est le cas pour 57% des citoyens en France et 56% en Hongrie. De plus, ce chiffre a augmenté de plus de 10 points de pourcentage entre 2007 et 2009 en France, en Autriche, en Estonie, à Malte et en Slovaquie.

Perte de confiance envers les institutions et les citoyens

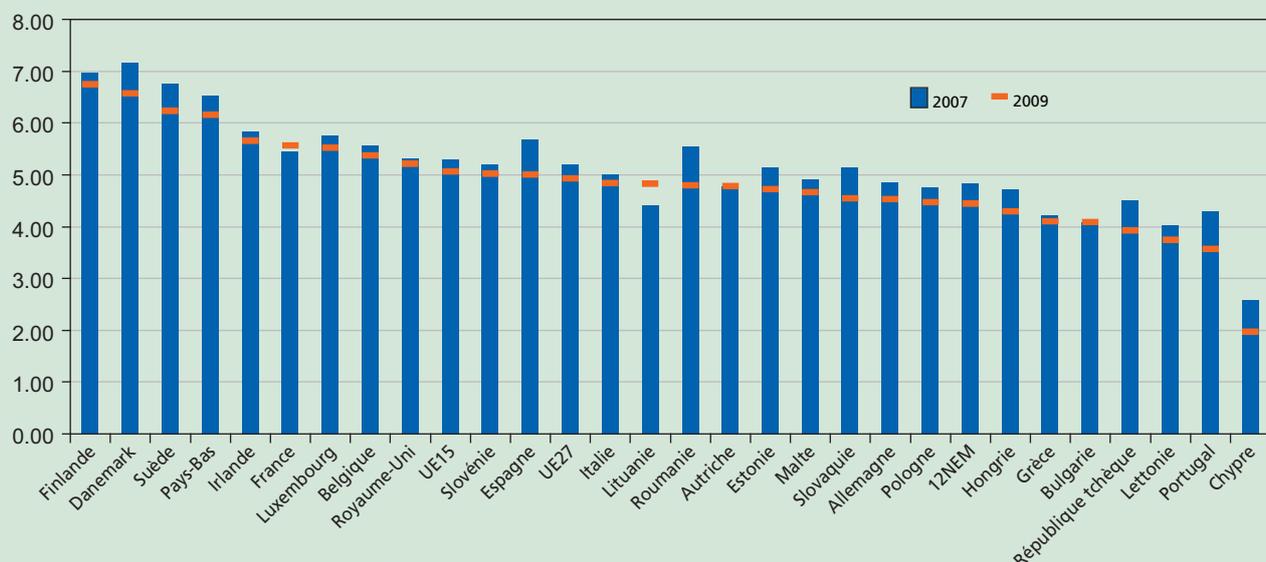
Bien qu'il semble que la qualité de la société ait quelque peu décliné en termes de tensions perçues entre les groupes sociaux, le tableau des indicateurs du capital social est plus sombre. En 2007, pour la première fois, l'EQLS a demandé aux citoyens dans quelle mesure ils faisaient confiance à leur parlement national et à leur gouvernement. Au sein de l'UE, les citoyens ont donné une note moyenne de confiance de 4,6 (sur 10) à leur gouvernement. Cette note, qui n'était pas très élevée, était tombée à 4,1 en 2009, une chute de 12%. En 2009, la note moyenne était

de 4,3 dans l'UE15 et de 3,3 dans les 12 nouveaux États membres, les notes nationales allant de 6,2 au Luxembourg et 5,3 à Chypre à 3,2 en Grèce et 2,3 en Lettonie. Les baisses les plus importantes entre 2007 et 2009 ont été observées en Estonie et en Lettonie, en Espagne et en Grèce, et en Irlande et en Roumanie (en général, les pays où la situation économique s'est le plus détériorée pendant la crise financière). Les réponses des citoyens à une deuxième question sur la confiance envers leur parlement national révèlent le même modèle. Les changements concernant la confiance entre 2007 et 2009 sont présentés dans le graphique 6.

Il faut remarquer que l'on relève chez les citoyens de Bulgarie une augmentation considérable du niveau de confiance envers leur gouvernement national, ce qui va à contre-courant de la tendance européenne. Il est possible que la situation discordante en Bulgarie soit due, au moins en partie, à des élections nationales qui se sont tenues juste avant l'enquête de 2009.

En Europe, les niveaux de confiance envers les institutions nationales ont diminué davantage chez les personnes qui éprouvaient des «difficultés» à joindre les deux bouts que chez celles pour lesquelles

Graphique 7: Capital social – confiance envers les autres citoyens, UE15 et 12NEM



Note: les personnes ont noté leur niveau de confiance sur une échelle de 1 à 10.

joindre les deux bouts était «facile». Toutefois, aucune association claire avec le sexe ou l'âge n'a été observée.

La littérature sur l'importance sociale de l'expression de la confiance envers les autres citoyens est abondante. Les trois enquêtes ont demandé aux participants dans quelle mesure ils faisaient confiance aux autres: la note moyenne est passée de 5,6 pour les 27 États membres en 2003 à 5,2 en 2007 et à 4,9 en 2009. La baisse entre 2007 et 2009, pour l'UE15 et les 12 nouveaux États membres, est décrite dans le graphique 7.

A l'échelle nationale, une évolution notable a été observée dans les résultats: sur les six années comprises entre 2003 et 2009, la moyenne a baissé d'au moins un point au Portugal et en Espagne, en Autriche et en Allemagne, et en Lettonie et à Chypre. Entre 2007 et 2009, les baisses les plus marquées ont été observées en Espagne et au Portugal, ainsi qu'en Roumanie. Dans l'ensemble, entre 2007 et 2009, cet indicateur du capital social a chuté de 5% dans les 15 États membres de l'UE, par rapport aux 8% des 12 nouveaux États membres. La note moyenne de confiance envers les autres donnée par les femmes en 2009 était de 4,8, contre 5,0 chez les hommes. En outre, la baisse a été légèrement plus marquée chez les femmes que chez les hommes, leur niveau de confiance régressant de 6% contre 4% pour les hommes.

Conclusion

Lorsqu'on observe les résultats, il semble que la crise financière ait été associée à une détérioration de certains aspects de la qualité de vie et de la qualité de la société perçue par les citoyens. Alors que les indicateurs de satisfaction concernant la qualité de vie et le niveau de vie ont augmenté entre 2003 et 2007, particulièrement dans les nouveaux États membres, ils ont reculé entre 2007 et 2009. Ces baisses peuvent être observées dans des pays durement touchés par la crise économique et dans d'autres pays moins touchés: les pays qui connaissent une profonde récession ne sont pas toujours ceux qui font part des principaux changements en matière de qualité de vie. Toutefois, il semble que la Lettonie et l'Estonie, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, aient été freinées dans leur marche en avant sur le chemin de l'amélioration du bien-être.

Il est évident que les changements intervenus au niveau de la qualité de vie moyenne dans un pays ne donnent pas une image complète de la situation: on peut constater que certains groupes spécifiques dans certains pays ont récemment connu un recul plus marqué de leur qualité de vie. Les personnes âgées au sein des 12 nouveaux États membres semblent notamment avoir été plus durement touchées par les changements intervenus entre 2007 et 2009. En outre, les personnes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts ont été plus durement touchées par les changements négatifs intervenus au niveau de certains aspects de la qualité de la vie. Toutefois, l'impact de la crise économique sur le quotidien économique des citoyens ne doit pas être exagéré: au moins jusqu'en septembre 2009, presque aucun changement important n'a été observé en ce qui concerne la pression financière perçue, et seule une légère détérioration des indicateurs de privation a été constatée.

Parmi les changements les plus importants intervenus entre 2007 et 2009, on constate une baisse, dans de nombreux États membres, des niveaux déclarés de confiance envers le gouvernement et le parlement national. Dans ce cas, les changements sont souvent intervenus dans les pays les plus touchés par la récession. Toutefois, la baisse n'était pas homogène et était moins marquée que ce que l'on aurait pu prévoir dans certains pays. Une nouvelle fois, le sentiment de confiance chez les personnes qui connaissent les plus grandes difficultés financières a régressé davantage que chez les personnes qui éprouvent moins de difficultés à joindre les deux bouts.

La perte de confiance envers les institutions démocratiques s'accompagnait d'une baisse (constante) de la mesure traditionnelle du capital social, la confiance envers les autres citoyens. Il s'agit d'une ressource clé pour la gestion de l'évolution sociale et elle doit bénéficier d'une attention accrue. Des diminutions importantes du capital social ont notamment été observées dans des pays où la perception des tensions sociales avait augmenté. Il est nécessaire d'étudier plus attentivement ces tendances qui se dégagent dans la qualité de la société, ainsi que les tendances dans la satisfaction en ce qui concerne d'autres aspects de la qualité de vie, pour analyser l'impact de la crise économique à mesure qu'elle affecte les sociétés européennes.

Plus d'informations

Teresa Renehan
ter@eurofound.europa.eu

Qualité de vie en Europe, 2003-2007
www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0977.htm

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Wyattville Road, Loughlinstown, Dublin 18, Irlande

Téléphone: (+353 1) 204 31 00

Adresse électronique: information@eurofound.europa.eu

Internet: <http://www.eurofound.europa.eu>

ISBN 978-92-897-0871-5



9 789289 708715



Office des publications

Publications.europa.eu